

Note n° 85 aux retraitées et retraités adhérant à Solidaires

Le 11 septembre 2021

Réunion des 9 organisations de retraité-e-s

Le G9, Groupe des neuf organisations de retraité-e-s (CGT, FO, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, UNRPA-Ensemble & solidaires) s'est réuni le mercredi 1^{er} septembre 2021 dans les locaux de la FSU, de 9 h 30 à 12 h 30. La CFTC s'est excusée mais a fait savoir qu'elle était toujours partie prenante. C'était la première réunion physique depuis février 2020 !

Toutes les organisations présentes partagent la même vision du contexte social :

- **La situation internationale** marquée par le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan, avec qui il est impossible de discuter. Les attentats de Daech se poursuivent. Macron, s'est empressé de dire qu'il ne fallait pas trop de réfugiés en France, pour plaire à l'électorat de droite et d'extrême droite.
- **En France, la pandémie s'améliore.** C'est la fin du « *quoi qu'il en coûte* » ... qui n'a toujours pas commencé pour le social. Les « réformes » reviennent en force : l'assurance chômage le 1^{er} octobre, la réforme des retraites, le recul de l'âge de départ en retraite, ... La politique sur le climat n'est pas à la hauteur des constats du dernier rapport du GIEC et du quotidien des incendies et des inondations.
- **Les rassemblements du samedi** s'avèrent hétéroclites et accordent une bonne place à l'extrême droite. Les organisations syndicales ne s'y sont pas impliquées, elles ont diffusé une déclaration commune contre les sanctions pour les personnes n'ayant pas le passe sanitaire. La politique autoritaire de Macron continue.

Mobilisation du 1^{er} octobre :

- **Un modèle de tract A4** recto verso avec une demi-page vierge pour y ajouter les modalités locales (lieu et heure de la manifestation, etc.) est diffusé aux équipes.
- **Un communiqué de presse** est décidé, le contenu est en cours d'élaboration.
- **Une conférence de presse** se tiendra lundi 27 septembre à 11 heures dans les locaux de la FSU.

- **Pour le rassemblement à Paris**, les 9 souhaitent que les équipes parisiennes retiennent 14 h ou 14 h 30, devant le Ministère des finances à Bercy pour appuyer notre exigence d'un autre partage des richesses entre salaires et profits, pour un renforcement des salaires, des cotisations sociales, des pensions, du financement de la protection sociale, des services publics.

Une manifestation nationale début décembre ?

Les mobilisations régulières, deux fois par an dans les départements, ont créé une dynamique unitaire, notamment dans les territoires. Mais nous éprouvons des difficultés à augmenter le rapport de force. Le mécontentement est là, mais les retraité-e-s ont besoin de croire à la possibilité de gagner.

Petit à petit, pour marquer un grand coup d'ici la fin de l'année, émerge l'idée d'une grande manifestation nationale début décembre qui pourrait recréer une dynamique, inciter les équipes à prendre contact avec les retraité-e-s pour les inscrire dans les transports, ... Une aide financière nationale aux transports serait indispensable pour ne pas défavoriser, décourager les départements lointains. Bien sûr, une manifestation nationale rassemble forcément moins de monde que l'addition de toutes les manifestations locales, mais elle offre une dynamique et une couverture médiatique supérieures. Qu'en pensez-vous ?

Colloque / séminaire sur le bilan de la pandémie

Le G9 n'avait pas de place visible dans ce séminaire sur le bilan de la pandémie, organisé par le Haut Conseil de l'Âge et la CNSA. L'envoi d'une contribution écrite critique du G9 a bousculé les choses, le G9 participera à la table ronde « *Les CDCA et la crise sanitaire* » où il interviendra 10 minutes et fournira une contribution écrite qui sera annexée au compte-rendu.

Prochaine réunion : jeudi 7 octobre à 14 h à la CGT

Mobilisation des retraité-es le 1^{er} octobre

pour le pouvoir d'achat, la santé, les services publics dont un service public de l'autonomie.

Réunion du CA de l'UNIRS

Le Conseil d'Administration de l'UNIRS s'est réuni le 10 septembre, dans les locaux de Solidaires et par téléphone pour quelques personnes éloignées.

Le contexte économique, social, syndical, environnemental et politique a permis d'aborder les mobilisations confuses contre la vaccination et contre le passe-sanitaire ; le flou du mouvement syndical sur ces questions ; le dernier rapport du GIEC ; la journée de mobilisation intersyndicale et interprofessionnelle du mardi 5 octobre ; le compte-rendu de la rencontre des mouvements sociaux.

Le document de 4 pages sur la vaccination et le passe sanitaire (repris dans le compte-rendu) a suscité une très riche discussion. Un consensus très clair a émergé contre l'actuel passe sanitaire autoritaire, arbitraire et inégalitaire, mais plusieurs opinions sont apparues sur la vaccination, depuis son refus jusqu'au fait de la rendre obligatoire à tou-te-s à partir d'un certain âge. Ce large panel de positions, tous les éléments de la discussion ont été actés dans le compte-rendu. Sans consensus, l'UNIRS n'a pas encore de position, le débat continu afin de parvenir à un équilibre entre l'intérêt général et les libertés individuelles.

Actualités revendicatives des retraités et retraitées : les anciennes et nouvelles menaces à l'égard des personnes retraitées continuent sur la baisse du pouvoir d'achat, sur leur place dans la société. Si nous ne réagissons pas, nous pouvons nous attendre au pire ! La loi Grand âge a accouché, à présent, d'une 5^e branche de l'autonomie dont l'équilibre des comptes repose sur l'arrêt de construction d'Ehpad publics (100 000 places seraient nécessaires d'ici 2030) et sur le « virage domiciliaire » reposant sur les aidants.

La journée d'action des retraité-e-s du vendredi 1^{er} octobre, à l'appel des 9 organisations de retraité-e-s, se prépare activement (voir le tract d'appel et l'argumentaire de Solidaires).

Le congrès de Solidaires à Saint Jean de Monts se tiendra du 27 septembre au 1^{er} octobre. Nos représentants ont reçu mandat de défendre des modifications statutaires pour accorder plus de place aux retraité-e-s dans l'Union syndicale Solidaires, notamment un droit de vote dans les instances.

Préparation de l'A.G. de l'UNIRS du jeudi 14 octobre. Un projet d'ordre du jour a été retenu et envoyé le soir même. Des projets de rapport d'activités et de motion d'actualité et d'orientation ont été discutés, complétés et seront envoyés aux structures un mois avant l'AG pour permettre de les amender. Le dossier « Perte d'autonomie » sera discuté et soumis au vote.

L'habitat pour l'autonomie

Le Conseil de l'âge du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) vient de diffuser son rapport en deux tomes, qui souligne que « *l'amélioration des politiques de soutien à l'autonomie des personnes âgées ne peut plus faire l'économie d'une conception plus articulée aux politiques de l'habitat* », surtout dans le cadre d'un « virage domiciliaire ».

Il rappelle plus de 10 ans d'affirmation d'objectifs d'habitat et d'urbanisme pour permettre un virage domiciliaire :

- **Émergence de la question de l'habitat depuis le Grand débat national sur la dépendance de 2011**, notamment avec le rapport Morel qui pose l'importance d'une prise en compte du cadre de vie et de l'habitat pour faire face au vieillissement, qui propose de développer des « logements intermédiaires » entre domicile et Ehpad et d'aménager les logements.
- **La loi ASV de 2015** confirme que l'habitat doit faire partie des politiques de l'autonomie. Elle prévoit un grand plan d'adaptation de 80 000 logements.
- **La concertation grand âge et autonomie** souligne l'importance à accorder au cadre de vie des personnes et propose de faciliter l'accès des personnes âgées à des solutions innovantes de mobilité et d'adaptation du logement.
- **Le Rapport Broussy de mai 2021** décline quarante propositions sur l'adaptation des logements, des villes, des mobilités et des territoires à la transition démographique.

Il note toutefois que le « virage domiciliaire » n'est pas intervenu à la hauteur souhaitée. La part des personnes âgées vulnérables vivant en établissement reste à 40 %.

Dans l'objectif d'une réduction d'au moins cinq points de cette part, soit une quasi stabilité du parc des Ehpad, il avance dix propositions articulées sur trois axes afin d'améliorer l'habitat des personnes âgées :

- **accompagner les communes** et les Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) pour mieux intégrer l'évolution des besoins d'habitats liés au vieillissement dans leur stratégie résidentielle,
- **favoriser une offre de services** cohérente avec le Plan local d'habitat (PLH),
- **étudier la mise en place d'aides à la mobilité** résidentielle pour compléter le volet de l'aménagement des logements individuels.

Ces rapports entrent en plein dans l'actualité avec un gouvernement qui rêve de stabiliser les dépenses par le virage domiciliaire malgré l'arrivée de 100 000 personnes en perte d'autonomie d'ici 2030. Pour lire le premier tome qui dresse l'état des lieux, cliquer [ici](#). Et le deuxième, [ici](#).

Où trouver l'argent ? Chez les familles qui valent 1 000 milliards !

Le magazine **Challenges** a publié son classement des plus grandes fortunes de France et semble embarrassé par son constat. La crise sanitaire et économique sévit et a créé un million de nouveaux pauvres, mais l'enrichissement des ultrariches dépasse le stade de l'indécence. En un an, leur patrimoine a augmenté de 30 % et approche les 1 000 milliards d'euros. Le nombre de milliardaires est passé de 51 en 2011 à 95 l'an dernier et 109 maintenant. **Challenges** avoue « ce sont les plus fortes progressions annuelles jamais enregistrées par notre palmarès, mis en place en 1996 ».

Le PDG français de Moderna a vu son patrimoine tripler, la famille Arnault a touché près de 1,5 milliard d'euros, la moitié des dividendes versés par LVMH, et les Bettencourt 750 millions et Pinault 415 millions... Ces milliardaires ont profité des plans de secours à l'économie, ont engrangé une partie des milliers de milliards d'euros versés par les banques centrales.


Pas étonnant que, dans un sondage, les deux tiers des sondés demandent au gouvernement de taxer les grandes fortunes !

L'Ehpad, un lieu de vie

A l'inverse du virage domiciliaire, dans leur rapport (à lire [ici](#)) remis au ministère de la Santé, les Professeurs Claude Jeandel et Olivier Guerin dressent un état des lieux du profil pathologique des résidents des Ehpad et des USLD (unité de soin de longue durée) et formulent 25 recommandations pour rapprocher les deux types de structure au sein de groupements territoriaux, pour que l'accompagnement s'appuie sur les états pathologiques et les profils de soins des résidents et pour « assurer la pérennité du modèle d'hébergement collectif, afin que celui-ci reste un lieu de vie » !

Quelques recommandations ne vont pas dans le sens des économies :

- Doter l'ensemble des EHPAD d'unités de vie protégées ou unités de soins spécialisées Alzheimer, de Pôles d'activités et de soins adaptés (PASA).
- Poursuivre le déploiement des Unités d'Hébergement Renforcées (UHR) au sein des EHPAD afin d'assurer un maillage territorial.
- Doter les EHPAD des catégories professionnelles du soin indispensables et des seuils minimaux en terme de ratios en personnel.
- Faire évoluer le métier d'infirmière vers celui de cadre de santé.
- Doter les EHPAD d'une permanence IDE 24 h/24 h incluant une astreinte de nuit et des équipements médicaux et de rééducation/réadaptation/réhabilitation/réautonomisation minimum nécessaires ...



Mobilisation et action Le 1^{er} octobre 2021 Bien vivre sa retraite, une exigence !

Septembre, octobre, novembre, seront des mois clés pour les retraités. C'est à cette période que se voteront les budgets de la Sécurité sociale et de la loi des finances. Alors, mobilisons-nous pour satisfaire nos revendications.

Augmentation des retraites, pensions de base et complémentaires

0,4 % d'augmentation au 1^{er} janvier 2021 pour les retraites de base. 1% pour les complémentaires alors que les prix ont augmenté de 1,6 %. le compte n'y est pas !

Ils nous ont spoliés 2 ans sur les pensions et retraites de base et 4,5 ans sur les complémentaires par les reports et le gel des revalorisations.

La valse des étiquettes, mutuelles, alimentation, logement, énergie, transports, ... tout augmente, sauf nos pensions.

Un rapport gouvernemental préconise d'augmenter la CSG en l'alignant sur celle des actifs, de réduire l'abattement de 10% pour le calcul de l'impôt sur le revenu des retraités et de continuer à sous-revaloriser et/ou geler les pensions et retraites.

Sécurité sociale - santé - autonomie

La pandémie a démontré que la protection sociale est un bien essentiel. Et pourtant cette dernière n'a jamais été autant attaquée que depuis ces dernières années.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et ses prédécesseurs ont une lourde responsabilité dans la gestion désastreuse de la crise sanitaire. Les suppressions de 115 000 lits en 25 ans dans les hôpitaux et de 100 000 postes de soignants en 8 ans pèsent lourdement dans la situation catastrophique que nous connaissons. Le gouvernement sanctionne, réduit les libertés, culpabilise et infantilise les citoyens que nous sommes.

De plus en plus de retraités ne peuvent plus se soigner faute de moyens financiers suffisants. Ça suffit !

Nous exigeons des centres de santé publics dans tous les territoires pour garantir un accès aux soins solidaire pour tous.

100 000 postes supplémentaires sont nécessaires dans notre système hospitalier.

Nous réaffirmons la nécessité de levée de la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins partout dans le monde tout en étant source de profits inadmissibles.

La santé n'a pas de prix

Les personnes âgées représentent plus de 75 % des décès dus à la Covid-19, confinées au domicile ou en EHPAD, malgré le dévouement des soignants.

Nous avons besoin d'une nouvelle loi prenant en compte le droit à l'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale, avec un grand service public de la prise en charge de l'autonomie, que ce soit au niveau de l'aide à domicile ou des EHPAD, ainsi que

200 000 embauches dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

Des moyens supplémentaires pour notre Sécurité sociale sont indispensables pour financer les besoins de la population à partir des cotisations sociales, ce qui suppose des emplois, des salaires et des pensions corrects. Nous refusons la CSG, les taxes ou impôts divers.

Services publics

Les services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie.

L'amélioration de la qualité de leurs missions et de leurs déploiements sur l'ensemble du territoire doit donc devenir une priorité de l'État et des collectivités territoriales.

Ce sont bien des services de proximité, avec du personnel en nombre et formé dont nous avons besoin, garantis d'une égalité de traitement sur tout le territoire, garantis d'un accès pour tous partout.

Le service au public rendu par les commerçants n'est pas du service public.

Le seul accueil par internet n'est pas du service public.

Où nous voulons une retraite en bonne santé, une pension de haut niveau, aujourd'hui et pour les générations futures.

Ma retraite je l'ai gagnée, mon droit au bien vieillir, je le revendique, mes revendications je les défends.

Alors, pour bien vieillir depuis la naissance, toutes et tous dans la rue le 1^{er} octobre avec les organisations CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, Ensemble & solidaires, FGR-FP, LSR.

Place pour les modalités locales : type d'action, lieu, heure...

A Paris, rassemblement devant Bercy à 14 h (ou 14 h 30)